

La Cause du Communisme

N°9
1984



ITALIE : **UN BILAN DES B.R.**

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

★ CONTACT@OCML-VP.ORG ★ BP133 - 93213 SAINT-DENIS LA PLAINE CEDEX



LES EXPERIENCES PRATIQUES DES FORCES REVOLUTIONNAIRES NE PEUVENT ETRE CONTOURNEES

Nous publions ci-dessous l'essentiel de la traduction d'un texte paru dans le numéro 13 de la revue italienne « Il Bollettino ». Ce texte est une présentation du livre « Politique et Révolution », paru en 1983 et qui est un élément important du débat en cours, critique et autocritique, de l'expérience passée des Brigades Rouges, de ses échecs et de ses perspectives.

Depuis plus de dix ans, en positif comme en négatif, les BR sont une référence obligée du mouvement révolutionnaire européen. L'exécution d'Aldo Moro, l'enlèvement du Juge d'Urso (cf. PLP n° 34, Février 81), puis les arrestations massives et le phénomène des repentis, ont mis aux premier plan de l'actualité et des débats l'activité de cette organisation. Malheureusement en termes extrêmement polémiques, et laissant le plus souvent de côté l'analyse matérialiste de son projet et des voies et moyens d'y aboutir.

Depuis le succès considérable de l'opération Aldo Moro en 1978, les BR sont engagées dans un processus d'éclatement politique : scission de la colonne milanaise Walter Alasia, scission du « Parti Guérilla », version caricaturale du spontanéisme et du militarisme, en 80-81, arrestations massives, retraite stratégique décidée par les BR-Parti Communiste Combattant en 1982 pour entamer le bilan politique autocritique de l'expérience passée et relancer l'activité sur des bases correctes.

Plusieurs textes jalonnent cette réflexion : « Relancer l'activité générale des masses au centre de l'initiative » (01/83), « Communiqué sur l'exécution de Hunt » (02/84), et la brochure n°19, « Les luttes de la classe ouvrière et la situation politique générale italienne » (03/84).

Le livre « Politique et Révolution », écrit par quatre prisonniers membres des BR-PCC est un élément de ce débat, cernant les erreurs essentielles portées par les BR, essentiellement son subjectivisme.

Il est d'autant plus important de situer ce débat que l'expérience des BR, développant la lutte armée dans un pays impérialiste, a lieu au moment même où le reflux commençait à faire des ravages dans le mouvement révolutionnaire en France, en particulier au travers de la quasi-disparition du mouvement marxiste-léniniste organisé. La débandade des organisations spontanéistes PCML, PCR, OCT et autres, les trahisons honteuses d'une bonne part des ex-militants laissaient un goût amer dans la bouche de ceux qui persistaient à se réclamer d'un projet communiste. Evitant l'analyse autocritique sérieuse du passé, tout un courant se développe en France en référence à l'expérience, mythifiée, des BR : Clash, Subversion, Action Directe, l'Internationale, etc... autant de versions de l'ultra-gauche qui fleurissent alors. Il importe de montrer l'impasse de ces projets, et l'analyse autocritique de l'expérience des BR est un élément de ce débat. Enfin, il faut également souligner, que y compris dans nos rangs, de telles thèses subjectivistes ont eu (et ont toujours) une certaine influence.

Le bilan autocritique des BR nous intéresse enfin, parce que cette organisation a essayé d'élaborer et d'avancer sur une question d'importance : la lutte armée dans un pays impérialiste. Nous sommes très peu avancés sur cette question, et le fait que cette autocritique se développe sans abandonner la référence et la pratique de la lutte armée est source d'enrichissement. C'est donc pour nous une question ouverte, en débat, sur laquelle ce texte apporte quelques éléments.

COMMENT LIRE CE TEXTE ?

Il n'est pas très facile à lire, tant par le vocabulaire que par les références implicites, auxquelles il fait allusion et qu'il combat.

Essayons d'en dégager les grands axes, en les situant par rapport aux débats en cours en France et à notre expérience propre.

Le texte est une critique approfondie de la déviation principale présente dans le mouvement révolutionnaire italien, en particulier dans les BR: l'accentuation outre mesure de la volonté subjective dans le processus de la lutte des classes, que ce soit au niveau de la bourgeoisie et de son quartier général, l'Etat, ou au niveau des révolutionnaires dans leur vision complètement subjectiviste de la politique, qui se réduit en dernière instance au volontarisme pur.

A/ C'est l'être social qui détermine la conscience et non l'inverse

C'est la connaissance approfondie de l'être social, de la société et de ses contradictions objectives et nécessaires qui permet de définir dans quelles conditions il est possible de peser sur son développement.

La conscience révolutionnaire ne peut pas être arbitraire, autodéterminée, réduite à des besoins et des désirs coupés de toute base matérielle. Cette vision subjectiviste largement présente chez les BR conduit à une conception du conflit de classe purement idéologique, comme affrontement de projets d'idées des deux camps en présence (bourgeoisie et prolétariat).

Débat à mettre en rapport avec la discussion ouverte autour de la transformation de notre journal (cf. PLP n°73, 74, 75 et 76) : quel est le nœud à saisir pour le développement de l'activité révolutionnaire ? Est-ce la constitution d'une alternative révolutionnaire, d'un programme positif, dont le manque est la cause de l'incapacité à endiguer le reflux, ou est-ce l'analyse approfondie des contradictions vivantes du capitalisme, la situation politique, dans les échéances précises de la lutte des classes ?

Sans prétendre répondre à ce débat complexe, ce texte donne quelques éclaircissements qui peuvent être utiles.

B/ La transition au communisme comme rupture et transformation de la formation sociale

La déviation subjectiviste met toujours au premier plan la volonté comme base de la transition au communisme, et non pas les contradictions de la société qui rendent nécessaires cette transition. Cela aboutit à plusieurs conséquences :

- les théories du communisme immédiat, qui surestiment considérablement la subjectivité, la volonté des révolutionnaires, en imaginant qu'elle est directement en rapport avec l'activité et la subjectivité des masses. Nouvelle version de l'anarchisme, de vieilles recettes du mouvement ouvrier démasquées depuis longtemps.
- la rupture entre la base économique et l'activité politique. L'affrontement de classe est compris comme un affrontement politique contre la bourgeoisie, elle-même unifiée politiquement dans l'Etat considéré comme un appareil au service du capital, comme la volonté politique de la bourgeoisie. A l'opposé de la conception marxiste, pour qui l'Etat n'est que le produit des antagonismes de classe et des contradictions sociales à un moment donné.

L'aspect essentiel de ce débat qui nous intéresse aujourd'hui porte sur les « embryons de conscience et de pratique communistes » abordés dans la thèse n°2 de notre Congrès (cf. la Cause du Communisme n°7). Jusqu'à quel point ces embryons se matérialisent-ils aujourd'hui, quel est le rapport entre rupture et transformation dans la marche au communisme ?

C/ Rapport entre avant-garde et classe

Le texte produit une critique radicale du spontanéisme révolutionnaire présent dans les BR, qui établissait une continuité entre conscience spontanée du mouvement de masse et conscience communiste. Conception qui en période de reflux conduit au découragement et à l'abandon du militantisme, quand ce n'est pas à la trahison. Conception qui abandonne tout le travail d'éducation politique du prolétariat (dans l'activité de la lutte des classes) et donc tout le travail du parti comme dirigeant politique en ce sens.

OU EN EST CE DEBAT ?

Depuis la publication de ce texte fin 83, les débats se sont aiguisés au sein des BR-PCC (seule organisation combattante subsistant aujourd'hui), au point d'arriver à une nouvelle scission, sur la nature et l'ampleur de l'autocritique à réaliser à propos de l'activité passée. Une brochure publiée en italien (« Un' importante battaglia politica nell' avanguardia rivoluzionaria italiana » Novembre 1984) et disponible dans les librairies militantes en France donne quelques pistes à propos de cette scission. Et l'on constate à la lecture que les principaux motifs de scission renvoient aux erreurs critiquées dans le livre « Politique et Révolution » et dans le texte ci-dessous :

- spontanéisme et surestimation de la conscience spontanée des masses considérées déjà comme révolutionnaires
- surestimation du rôle conscient de l'Etat bourgeois envers qui se réduit l'antagonisme social
- abandon de rôle d'éducation politique du prolétariat, le parti étant réduit à un rôle d'organisateur
- d'où d'une part déviation militariste quant à la forme d'action, et d'autre part substitution du parti aux masses qui fait la révolution à leur place en leur « révélant » la bonne voie par l'exemple et en les entraînant derrière lui comme une simple masse de manœuvre (pour une critique plus détaillée de telles positions, voir encore la thèse n°2 de notre Congrès, CdC n°7).

La position marxiste et matérialiste, allant le plus loin dans l'autocritique, posant au moins les bases minimum d'un redressement positif de l'activité s'est retrouvée minoritaire et donc extérieure à l'organisation. L'avenir et l'activité future de ces camarades montreront jusqu'où va leur rectification. En attendant, cette évolution récente est une raison de plus de s'intéresser à ces débats et de lire le texte ci-après.

IL BOLLETTINO

dell'Associazione Solidarietà Proletaria (ASP)

LES EXPÉRIENCES PRATIQUES DES RÉVOLUTIONNAIRES NE PEUVENT ÊTRE CONTOURNÉES

Le livre « *Politica e Rivoluzione* »¹ paraît à un moment assez particulier de l'histoire du Mouvement Révolutionnaire italien. Deux ans après la plus grave défaite subie, alors que beaucoup de prisonniers « de valeur » déclarent ouvertement vouloir en finir avec l'antagonisme, avec la solidarité de classe, avec le mouvement communiste. Mais c'est aussi le moment où la distance devient plus marquée entre le mouvement ouvrier, la classe et ses représentants institutionnels : parti révisionniste et syndicat. Moment où par conséquent le mouvement pose objectivement (et subjectivement aussi dans ses avant-gardes les plus conscientes), la question de quelle position, quelle ligne, quelles conceptions peuvent conduire le prolétariat à vaincre dans sa lutte historique contre la bourgeoisie dans ce pays et dans cette partie du monde.

Les défaites subies par la Lutte Armée pour le Communisme en ont certainement gravement ébranlé la crédibilité politique comme stratégie gagnante aux yeux des larges masses des travailleurs, des jeunes sans travail, des exploités de toute sorte.

Quiconque comprend la nécessité de combattre dès maintenant pour renverser la domination politique de la bourgeoisie et conquérir le pouvoir politique, donc en premier lieu les camarades des BR qui se posent aujourd'hui comme possible direction politique du processus révolutionnaire, ne peut se soustraire à exprimer un jugement critique/autocritique sur la ligne politique suivie jusqu'ici.

Démontrer qu'il a compris les leçons de l'histoire, l'amère expérience d'une défaite, est un passage classique et inévitable pour tout parti, tout mouvement révolutionnaire.

Dans leur livre, les camarades rompent de façon décisive avec les préjugés, les superstitions, les suggestions et romances idéalistes largement présentes dans le corps de thèses politico-idéologiques qui ont prévalu jusqu'à un certain point dans la direction de la Lutte Armée en Italie. Cette rupture, la proposition positive d'un noyau de thèses et de principes communistes vérifiés aussi dans la pratique de la lutte de ces 15 dernières années, est l'unique voie qui permet de faire aujourd'hui un bilan politique révolutionnaire, tournant en dérision la fausse alternative paralysante entre « **jeter tout à la mer** » et la tentation apologétique de s'autojustifier.

Le débat au sein du mouvement révolutionnaire de ces deux dernières années ne s'est pas beaucoup éloigné de cette polarisation mortelle. Les camarades nous proposent à l'inverse de relire ce qui s'est fait, dit, pensé dans la gauche révolutionnaire italienne avec les instruments du matérialisme historique. Dans cette proposition, et il suffit de parcourir quelques pages, il n'y a rien de « formel » ou de livresque et quiconque peut comprendre facilement la différence existant entre la récitation de versets pris dans les classiques et le reflet de quinze années d'expérience propre.

Il peut arriver quelquefois qu'ils recourent à ce type d'affirmation mais la pratique qui soutient l'argumentation a

¹ Coi, Gallinari, Piccioni, Seghetti, « *Politica e Rivoluzione* », Guiseppa Maj. Editore, Milan, 1984.

Ce livre est le produit de 4 militants de la partie « Parti Communiste Combattant » des Brigades Rouges qui attaque les thèses « idéalistes » exprimées dans un livre intitulé « *Gocce di sole nella città degli spettri* » (Gouttes de soleil dans la cité des spectres), publié par les Editions « *Corrispondenza internazionale* » à Rome et écrit par R. Curcio et A. Franceschini, 2 militants de la partie « Parti Guérilla » des Brigades Rouges.

Ces deux parties se sont formées après la fracture au sein des Brigades Rouges en 1980-1981. Aujourd'hui le « Parti Guérilla » a disparu et le « Parti Communiste Combattant » s'est divisé en deux au cours de 1984.

une toute autre épaisseur. Les Revues du Mouvement ont hébergé, ces deux dernières années, un grand nombre d'interventions centrées sur le thème de la « mémoire » ; rarement pour ne pas dire jamais, un quelconque des intervenants n'a abordé le fait que le mouvement révolutionnaire italien, devant justement rompre avec les mystifications politiques et idéologiques du révisionnisme, a accentué outre mesure le rôle de la volonté subjective dans le processus révolutionnaire. Et aucun n'a noté, au cours de ces années, alors que quelques points de référence quasi-mythiques (la ligne, avant tout) venaient à tomber et que s'y substituait l'influence des idéologies bourgeoises américaines et européennes, qu'à l'intérieur de l'hypothèse-guide de l'activité révolutionnaire la prépondérance de la subjectivité se dilatait jusqu'aux extrêmes conséquences : le volontarisme pur, la totale subjectivisation de la politique et de la transformation révolutionnaire. Ce faisant, on a perdu de vue les fondements théorico-politiques qui font reconnaître les communistes comme tels : s'est progressivement accentué le refus de toute expérience précédente du mouvement communiste international dans ce siècle et demi de luttes prolétariennes; on a proclamé le mouvement présent comme le « point le plus avancé » de la révolution prolétarienne dans le monde, uniquement en vertu du fait qu'il était un mouvement métropolitain. Jusqu'à se découvrir Mouvement Révolutionnaire sans plus de « mémoire » d'une révolution.

A l'inverse, les camarades relèvent correctement la continuité existante entre la décision de « faire la politique avec les armes » et le processus historique accompli jusqu'ici par la Révolution Prolétarienne dans le monde. Ils posent par-là la Lutte Armée comme la façon concrète pour les communistes de faire la politique, appliquant les principes du marxisme-léninisme dans les métropoles de l'impérialisme. En cela résident aussi bien la continuité avec l'expérience du mouvement communiste que l'originalité de la forme concrète de l'activité du parti communiste dans cette situation historique.

La critique à Curcio et Franceschini a clairement une valeur paradigmatique. Une fois faites, les différences ont valeur pour toutes les variantes du subjectivisme en Italie. L'idéalisme subjectiviste n'est pas en effet une ligne politique attribuable à une formation politique ou politico-militaire donnée au cours d'une période ; c'est plutôt une conception du monde, une vision des rapports fondamentaux qui « régissent » la société, une « matrice » plus ou moins consciente qui détermine la façon d'affronter la réalité.

Réformistes et terroristes ont plus de points en commun qu'on a pris l'habitude de le croire depuis l'époque de Lénine (cf. " Que Faire ") (...).

J'ai cru caractériser trois thèses du livre qui peuvent être mises, avec une plus grande force, au centre d'un débat de formation de cadres politiques communistes. (...).

A/

La conception matérialiste de l'histoire, le matérialisme dialectique comme « conception du monde », constitue le terrain central sur lequel se vérifie la position de classe de toute analyse, thèse, théorie. Les théories antimatérialistes ne peuvent en aucun cas faire partie du patrimoine théorique des communistes. Le principe fondamental par lequel le matérialisme se distingue de toute variante possible d'idéalisme est l'affirmation de Marx : « **Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être, mais, au contraire, leur être social qui détermine leur conscience** »².

Ce concept tient lieu de « fil rouge » pour tout passage embrouillé de la critique à l'idéalisme, fût-il révolutionnaire. A de nombreux idéologues bourgeois, quand ce n'est pas à tous les « théoriciens révolutionnaires » de ces dernières années, cette conception paraît « peu dialectique » puisque, selon leur interprétation personnelle de la dialectique, le contraire devrait pouvoir advenir également (une rétroaction de la conscience sur l'être social). Mais le matérialisme n'exclut pas en effet la possibilité de peser consciemment sur l'être social ; il nie cependant de façon décisive que cette conscience puisse être arbitraire, autodéterminée. En d'autres mots, le marxisme cherche à connaître l'être social, en découvre les lois nécessaires pour arriver à définir « dans quelles conditions » et « à travers quelles connaissances » il est possible d'intervenir consciemment sur le développement social. Pour le marxisme, la volonté, la liberté se représente donc comme « conscience de la nécessité », de toute façon historiquement et socialement déterminée, chose qui, sur le plan gnoséologique, définit la priorité et l'indépendance de l'être sur la conscience.

² K. Marx, préface à « Contribution à la critique de l'économie politique », Ed. Sociales, 1969, p.4

Etablir une dépendance réciproque entre être et conscience, où la priorité peut être conférée alternativement à l'un ou à l'autre des deux termes, conduit inévitablement à un raisonnement sophistiqué, dans lequel tout peut être affirmé en même temps, à partir du point de départ. Ceux qui croient apporter une correction qui garantisse une « meilleure capacité dialectique » se prédisposent en réalité à accepter les points de vue de l'idéalisme puisqu'ils admettent la possibilité d'une subjectivisation du développement social, la « volontarisme » de ce développement en dehors et contre les lois du mouvement de la société. A l'opposé, pour le matérialisme, le sujet de l'histoire, le « moteur » du développement n'est pas la « volonté » (que celle-ci soit pensée comme humaine ou divine, « projet » ou « idée »), mais la lutte entre les hommes dans la production et la reproduction des conditions matérielles d'existence, c'est-à-dire lutte entre les classes dans laquelle les hommes sont divisés. Chaque classe participe au conflit munie de sa propre conception du monde et de ses propres objectifs en tant que classe ; conception finalement historiquement déterminée par sa place objective dans les rapports de production. Toute « conscience sociale » est pour cette raison conscience d'une partie (classe) de l'être social en lutte contre les autres « parties », y compris sur le terrain idéologique.

Il convient ici de rappeler qu'on ne peut parler de marxisme-léninisme comme science, et en particulier comme « science sociale » (ou, plus précisément, « science de la transformation révolutionnaire de la société » que si l'on admet comme base une analyse scientifique de la formation économique-sociale :

a) l'existence hors de la conscience des rapports sociaux ; b) la répétition des phénomènes sociaux dont la régularité permettent de fonder des généralisations conceptuelles ayant valeur de « lois » ; c) la caractérisation de la production matérielle comme élément nécessaire au milieu de la masse infinie des choses accidentelles », placée à la base d'une représentation de l'évolution historico-sociale comprise comme un « **processus d'histoire naturelle** »³.

Il en résulte, pour les marxistes, qu'on peut parler de « développement nécessaire », mais jamais de « développement désiré ». Cela est incompréhensible pour les bourgeois ; ils ne réussissent pas à comprendre (ou mieux, ils cherchent à cacher) que l'arbitraire individuel ne peut correspondre à un « **arbitraire plus général sur le plan du développement historique** ». Mais également beaucoup de « néo-marxistes », qui se réfugient derrière le slogan révisionniste « le marxisme n'est pas une momie ! » (quelle incroyable « découverte » !) ne réussissent plus à comprendre que le développement soit le fruit des contradictions immanentes au mode de production, ou encore le résultat du conflit entre les classes.

La proximité entre la pensée subjectiviste « révolutionnaire » et la vision bourgeoise idéaliste du développement des formations économique-sociales, a été établie, pour de nombreux théoriciens du Mouvement révolutionnaire italien, à partir de thèses de base de l'opéraïsme, qui nie tout caractère objectif hors de la conscience au « rapport de production ». Voyons rapidement les passages fondamentaux de cette position.

Déjà au cours des années 1960, s'était formée, en opposition à la théorie du « primat des forces productives », une base d'argumentations théoriques qui prit le nom d'« **opéraïsme** ». Une tendance qui, provenant de la « gauche socialiste », non léniniste, avait l'avantage d'être depuis toujours externe et antithétique au filon de pensée « marxiste officiel », représenté en Italie par le révisionnisme Togliattien. Position idéale donc pour assumer le rôle de « phare théorique alternatif » d'un mouvement comme celui de 1968 qui posait de nouveau et avec force le problème du rôle de la subjectivité dans le processus révolutionnaire, sur l'onde des mouvements internationaux échappés à l'hégémonie réformiste typique de l'après-guerre en Occident (PCI, travaillistes, sociaux-démocrates allemands, « démocrates » américains...).

Dans la vision opéraïste, l'usage capitaliste des machines (auxquelles sont réduites de fait les « forces productives ») assume le caractère d'une redéfinition/reproduction progressive de la domination du capital sur la classe. Partout, la machine « matérialise » le rapport social de production, déjà dans la façon même dont les machines sont projetées ; à ce point, la distinction et contradiction marxienne entre les forces productives et les rapports de production sert au mieux à décrire la place particulière des ouvriers dans le procès productif immédiat, ou encore la « stratification de classe » selon des schémas empruntés à la sociologie « francfortoise »⁴.

³ F. Engels, « Lettre à E. Bloch », du 21.9.1880

⁴ L'Ecole de Francfort fut fondée en 1923 par un groupe d'intellectuels allemands dont les plus connus sont Adorno, Benjamin, Horkheimer. Ce groupe fit fonctionner (aux USA pendant la période hitlérienne, puis de nouveau à Francfort après la guerre) un « Institut de Recherche Sociale » pour l'étude des problèmes de la société, de la culture et de l'idéologie contemporaines, à la lumière du marxisme interprété comme une « théorie critique » en opposition au marxisme « dogmatique » de la III^{ème} Internationale. Fromm et Marcuse ont été des associés de l'Ecole de Francfort, dont la « deuxième génération » est

En d'autres termes, les « rapports de production » sont banalisés et réduits à « l'organisation du travail ». Mais en même temps le concept de « forces productives » est aussi vidé de sens, puisqu'en « incorporant » les « rapports de production, les forces productives deviennent seulement des machines conçues d'une façon déterminée », projection technologique de la volonté de domination du capital.

De cette position dérivent de nombreuses et intéressantes conséquences théoriques :

- a) les « rapports de production » sont décrits comme opposition consciente entre « capital » d'un côté et « ouvriers » de l'autre; comme un aspect matériel spécifique, interne au procès productif, des « rapports de forces » ;
- b) la socialisation des moyens de production ne passe plus nécessairement comme premier pas concret à travers « l'étatisation révolutionnaire », ce qui vide d'importance stratégique toute « conquête du pouvoir politique » ;
- c) la « classe ouvrière » cesse d'être une catégorie centrale et générale de l'analyse pour n'être conçue que comme composition de classe concrète et sociologiquement fractionnée.

Dans la vision opéraïste, ces corollaires sont des présupposés « forts » à la thèse du dépassement capitaliste de la contradiction entre planification de la production - anarchie du marché, c'est-à-dire de la thèse de la planification intégrale aussi bien de la production que de la consommation/réalisation. Dépassement qui décréterait aussi bien la décadence du travail comme mesure de la valeur que la fin de la concurrence comme « nature interne du capital ».

Avec cela sont posés les fondements théoriques pour toute variation sur le thème de la « subjectivisation » complète du rapport de production, sur « l'activité du sujet » comme pure phénoménologie des comportements et des désirs, éliminant tout résidu de matérialité - nécessité à la notion de « rapport social » en général. Une fois perdu le fondement matériel de la centralité de la production de marchandises, le « conflit de classe » reste comme concept purement idéologique qui décrit le conflit entre « projets d'idées ». Dans cette optique, le vainqueur du conflit, c'est-à-dire la classe qui devient ou reste dominante, déploie son propre « projet de planification globale des rapports sociaux ». De cela, on devrait en déduire que la société actuelle est la matérialisation plus ou moins « correcte » de la résistance opposée par la classe, du « projet global » préparé, projeté par la bourgeoisie. C'est-à-dire de « l'idée » qui détermine l'être social ! (...).

B/

Strictement lié à la compréhension ou non de la dialectique matérialiste, il y a le problème de la « transition au communisme », de la rupture/transformation de la formation économique-sociale actuelle. Les camarades qui ont rédigé le livre engagent également la polémique anti-subjectiviste sur ce thème fondamental de la stratégie révolutionnaire à partir du refus de considérer la « volonté », le « désir » comme base réelle de la transition. Ils en arrivent à passer au crible de la critique toute la position traditionnelle de la gauche révolutionnaire italienne sur le rôle des « besoins » et des « désirs » dans la formulation d'une « plate-forme programmatique d'époque » qui dans l'argot de leurs promoteurs a également reçu la dénomination de « raisons sociales de la révolution ».

La critique n'est pas une fin en soi. Trop souvent on a pensé qu'une série de conditions et de conditionnements étaient dépassés dans la réalité alors qu'ils n'étaient au contraire dépassés que dans la prise de conscience théorique, idéologique, « culturelle », d'une aire politiquement d'avant-garde ; trop souvent, par conséquent, en identifiant la « transition au communisme » avec la réalisation du paradis sur terre, on a donné libre cours à des initiatives politiques tellement « allusives » qu'elles sont devenues incompréhensibles pour le mouvement ouvrier. Il serait ici trop long de reconstruire le lien qui unit le subjectivisme révolutionnaire italien aux filons de pensée les plus divers qui ont traversé dans le passé le parcours accompli par le mouvement ouvrier et communiste international des « communistes de gauche » allemands de 1919-1920 aux anarchistes, etc...

Je crois qu'il est nécessaire pour tout révolutionnaire de se rendre compte que de nombreuses thèses politiques en discussion au cours de ces 15 dernières années, qu'elles fussent justes ou fausses, n'avaient que bien peu de réellement « nouveau », à part la forme verbale ou les revêtements idéologiques à la mode. Les théoriciens les plus récents (années 70) du « communisme immédiat » n'ont pas dit une seule chose nouvelle au regard de ce que soutenaient en leur temps les Pannekoek, Karl Erder, etc... (années 20) ; avec en plus le fait que les thèses

actuelles représentent bien ou mal des convictions de cercles numériquement très restreints alors qu'à leur époque d'origine, ces thèses orientaient une partie non négligeable du mouvement ouvrier allemand.

Mais, à ce qu'il semble, « **l'anarchisme est encore aujourd'hui assez fréquemment une espèce de châtiment pour les péchés opportunistes du mouvement ouvrier** »⁵. Et il est par ailleurs probablement vrai que dans de nombreux pays occidentaux, dont le nôtre, le révisionnisme d'après-guerre a créé une situation telle que les thèses révolutionnaires étaient devenues en 68 une rareté attendue depuis si longtemps qu'elles apparaissaient comme une matière toute « nouvelle ».

Une réflexion plus attentive, moins romantique, sur les révolutions victorieuses peut donner une conscience plus élevée aux révolutionnaires européens, ôtant ainsi à la compréhensible « impatience révolutionnaire » ce caractère arbitraire qui en a invalidé beaucoup de potentialité positive. Pour ce qui concerne le thème spécifique des caractères de la transition au communisme à partir du développement industriel des pays occidentaux, il est vraisemblable qu'il faudra faire un nombre de pas moindre que ce qu'il fut nécessaire à partir des situations arriérées du point de vue capitaliste comme la Russie tsariste, la Chine, etc... : cela n'invalide toutefois nullement que d'ici au communisme une série d'étapes historiques se réaliseront desquelles on ne peut prévoir que quelques déterminations essentielles mais rien de plus (cf. « Le Manifeste du Parti Communiste » et « L'Etat et la Révolution »).

« **Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société** »⁶.

Dans la conception matérialiste donc, le processus de transition est précisément un **processus** qui ne s'identifie pas avec le seul changement du jour au lendemain d'un régime social. Les expériences révolutionnaires du XIX^{ème} siècle, à travers un flux de preuves et d'erreurs, de tentatives et de « retours en arrière », ont amplement confirmé cette vision, en précisant les contours concrets de la « conquête du pouvoir » et des premiers pas dans la construction de la société socialiste en Russie, Chine, etc... Les interruptions subies par ces premières tentatives révolutionnaires ont fait que sur cette question des étapes de la « transition au communisme » on ne soit pas allé, **dans la pratique**, au-delà de ces expériences. « Aller au-delà » n'est pas question de « désirs plus avancés », mais de révolution dans les pays à capitalisme avancé, où le développement est tel qu'il permet une « base de départ » plus avantageuse et mûre pour la dictature du prolétariat.

Ce n'est pas le lieu d'une évaluation scientifique exhaustive sur les causes de l'évolution de la construction socialiste, ni sur l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle bourgeoisie dans les pays où le prolétariat et les autres classes exploitées avaient conquis le pouvoir. Mais, à coup sûr, un filon de recherche critique qui parte des conséquences de l'absence de révolutions victorieuses dans les pays à capitalisme avancé (donc des considérations déjà faites par Lénine tout de suite après la conquête du pouvoir; cf. ses interventions au sein de la III^{ème} Internationale, aux Congrès des Soviets, les écrits « Mieux vaut moins mais mieux », « Le gauchisme », etc.) apparaît beaucoup plus matérialiste et historiquement crédible que les conjectures fumeuses et idéalistes sur la « formation idéologico- culturelle mécaniste » des premiers dirigeants du parti bolchévique (selon les canons des soi-disant « M.L. authentiques » des années passées comme Bettelheim, Poulantzas, etc...)

En d'autres termes, le débat sur la transition est ramené aux contradictions qui rendent **nécessaires** le passage de la société capitaliste à la société sans classes, à la déduction scientifique de cette nécessité. Et cela, non pas pour « annuler » la subjectivité de l'action, mais précisément pour permettre à la subjectivité de se fonder sur un « autre que soi » représenté par les contradictions immanentes, objectives, qui règlent le mouvement de la société présente. Pour donner à la « **liberté** » le signalement de la « **conscience de la nécessité** » au lieu de celui de l'arbitraire ; pour donner à la « projectualité révolutionnaire » la méthode des déductions scientifiques au lieu de celles de « l'intuition » et du « désir ». Ainsi, la « projectualité communiste » n'est pas fixation arbitraire d'objectifs mais conscience de la nécessité, conscience des objectifs historiques que le prolétariat, en tant que prolétariat, sera **poussé à assumer** par son être social, par sa propre position dans les rapports de production.

⁵ K. Marx, « Préface à la contribution à la critique de l'économie politique », op. cit., p. 5

⁶ K. Marx, F. Engels, " La Sainte Famille ", Ed. Sociales, 1972, p. 48

« Il ne s'agit pas de savoir quel but tel ou tel prolétaire, ou même le prolétariat tout entier, se représente momentanément. Il s'agit de savoir ce que le prolétariat est et ce qu'il sera obligé historiquement de faire, conformément à cet être. Son but et son action historique lui sont tracés, de manière tangible et irrévocable, dans sa propre situation, comme dans toute l'organisation de la société bourgeoise actuelle »⁷.

Le « communisme utopique », tourné en dérision et battu en son temps par Marx et Engels, pointe constamment entre les plis de la lutte des classes, comme « interprétation créative » (du point de vue de la petite bourgeoisie en voie de prolétarisation) des objectifs historiques du prolétariat ! Les quatre camarades des BR offrent leur précieuse contribution à l'élimination de cette plaie, continuellement « modernisée », du mouvement révolutionnaire en Italie.

Un corollaire inévitable de cette vision de la lutte des classes et de la transition est la conception du rapport entre économie et politique tant pour ce qui concerne les termes généraux de la contradiction prolétariat- bourgeoisie que pour les contradictions internes à chacun des deux termes (rapport système productif/Etat, rapport lutte économique/lutte politique et rapport parti/masses). Les camarades soumettent à la critique le lieu commun de « l'état programmeur » auquel ont historiquement adhéré nombre de camarades de la gauche révolutionnaire tout en partant de prémisses théoriques opposées.

Dans un cas, qu'on peut définir le filon opératoire, on part d'une série de considérations autour d'une prétendue « autonomie du politique » vis à vis de la structure économique, qui produirait la politique comme activité d'orientation/planification conscience de la société sous la domination de la bourgeoisie. Dans le second cas, à partir d'une réduction mécaniste du concept marxien de « détermination en dernière instance » de la base économique, la « politique » est identifiée comme un pur et simple service tourné à la satisfaction des nécessités d'un capital abstraitement entendu comme unique. Mais à travers cette voie (qui aime être définie « M.L. orthodoxe ») on arrive rapidement à identifier l'Etat (et la politique bourgeoise) comme le lieu où la bourgeoisie dépasse sa propre nature (la concurrence !) et peut devenir « classe pour soi », ou encore moteur conscient et centralisé de son propre développement de sa propre domination. Ce qui est une façon plus sophistiquée de dire que les lois du mouvement historique ne sont plus à rechercher dans les contradictions immanentes au mode de production capitaliste, mais dans la « volonté » des bourgeois associés dans l'Etat.

Dans les deux positions, l'Etat est dépeint comme « centre propulseur » du développement capitaliste en termes généraux (l'argument avancé en guise de démonstration est « l'intervention croissante de l'Etat dans l'économie »), comme véritable « ciment » capable de maintenir unifiée la société qui, autrement, tendrait à se fragmenter en fonction de la stratification des figures sociales. Les camarades disent justement que cette vision n'a rien à voir ni avec le marxisme ni avec la réalité.

« C'est que donc la nécessité naturelle, ce sont les propriétés essentielles de l'homme, toutes aliénées qu'elles semblent, c'est l'intérêt qui tient unis les membres de la société bourgeoise dont le lieu réel est donc constitué par la vie civile et non par la vie politique... La superstition politique est seule à se figurer de nos jours que la cohésion de la vie civile est le fait de l'Etat, alors qu'en réalité c'est au contraire la cohésion de l'Etat qui est maintenue du fait de la vie civile »⁸.

Sur un plan « d'époque », c'est cette constatation qui sert de base réelle à la « prévision » de la société sans classe comme société sans Etat au fur et à mesure que la « vie civile » rendra inutile, à partir du renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie et à travers la dictature du prolétariat, la « politique » comme sphère générale/abstraite des rapports sociaux. En termes immédiats, cela signifie qu'au-delà des apparences, c'est la complexité croissante des opérations sociales indispensables (la « vie civile ») qui rend nécessaire la croissance des compétences assumées à la première personne par l'Etat. Chose qui n'est rien d'autre que la forme concrète à travers laquelle se révèle comment, dès aujourd'hui, l'appropriation privée de la plus-value est devenue une fin trop misérable pour le développement ultérieur des forces productives sociales, et comment le temps a rendu nécessaire et possible la rupture avec cet ordre social en arrachant à la propriété privée la gestion sociale de la production de la richesse.

⁷ Ibid., p147

⁸ Lénine, « Que Faire ». Ici Lénine cite Kautsky « quand il était encore marxiste »

Dans l'optique marxiste proposée par les camarades dans le livre, l'Etat (bourgeois, national) est donc un produit des antagonismes de classe, lieu où les différentes fractions de la bourgeoisie trouvent un moment de médiation entre leurs intérêts respectifs, en présence d'un niveau variable mais constamment élevé de mobilisation de masse, de lutte de classe. En cohérence, le système des partis est affronté comme système des représentations politiques des différentes fractions de la bourgeoisie qui, en certains cas (les révisionnistes surtout) impliquent aussi les intérêts de l'aristocratie ouvrière. Tout cela est en opposition ouverte avec les schémas interprétatifs, assez réductifs des analyses produites dans le passé aussi bien par les BR que par la « gauche révolutionnaire » dans son ensemble. Schémas selon lesquels le caractère non antagoniste des contradictions inter bourgeoises se réduit à un simple « jeu des partis », à une récitation de rôles prédéfinis par une « régie supérieure ».

Dans une révolution, qui dans les métropoles ne peut être qu'une révolution prolétarienne, qui ne repose donc sur aucun type « d'alliance » avec d'autres classes (étant donné que la révolution démocratique bourgeoise a eu lieu pour nous il y a plus d'un siècle !), comprendre les contradictions qui traversent les formations ennemies a précisément le même sens que pour' un pugiliste moins puissant, de découvrir « le point faible » dans la garde de l'adversaire. Il n'est pas pensable de mettre en crise et d'abattre le pouvoir politique de la bourgeoisie sans être en mesure de comprendre sur quel front, contre quel point du dispositif ennemi, dans quelles conditions on doit porter les attaques. On arrive par conséquent à constater que l'expression « cœur de l'Etat » cesse d'être un mot d'ordre mystérieux attribuable à quelconque dessein de quelque fraction bourgeoise pour représenter, dans un concept réaliste de « politique », le gouvernement en charge ou, plus généralement, l'équilibre politique, l'arc des partis au gouvernement.

C/

La troisième question qui a un poids décisif est, à mon avis, la nature du rapport avant- garde révolutionnaire / classe. Question décisive parce qu'elle investit directement l'action politique en tant que telle, la vision des problèmes tactico-stratégiques du processus révolutionnaire. Les camarades partent de la critique à la thèse selon laquelle la Lutte Armée pour le communisme ne serait que la plus radicale de toutes les formes d'antagonisme que la classe produit spontanément. Thèse classique du « spontanéisme révolutionnaire » mais qui pour autant a eu du succès autant chez ceux qui niaient explicitement un rôle autonome ou même l'utilité d'un parti que parmi les défenseurs de la nécessité de cet instrument (comme le Parti Guérilla). Instituer une continuité, une progression graduelle, linéaire entre la conscience prolétarienne spontanée (celle qui émerge dans la lutte immédiate de masse et qui reflète pour cela la perception instinctive des conditions contingentes du conflit) et la conscience communiste révolutionnaire (qui exprime ou cherche à exprimer une vision scientifique de tous les rapports fondamentaux de la société actuelle et des lois de la transformation sociale) est le signe particulier du spontanéisme. Pure transposition sur l'échelle macro dimensionnelle du chemin individuel d'acquisition de la conscience politique (lutte économique, lutte économique « dure », lutte politique de masse, participation à des groupes de débat politique, adhésion à une organisation etc.). **« Comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques contemporains, aussi bien que dans la lutte de classes du prolétariat ; il provient aussi bien de cette dernière, de la lutte contre la misère et l'appauvrissement généré par le capitalisme ; mais le socialisme et la lutte des classes naissent l'un à côté de l'autre et non l'un de l'autre ; ils surgissent de prémisses différentes. La conscience socialiste contemporaine ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. La science économique contemporaine est un effet tout autant que la théorie moderne, une condition de la production socialiste et le prolétariat, pour autant qu'il le désire, ne peut créer ni l'une ni l'autre ; la science et la théorie surgissent toutes deux du processus social contemporain »**⁹.

Parti et mouvement de masse constituent donc, du point de vue léniniste, une contradiction entre phénomènes qui se forment dans la même situation historique, mais à partir de prémisses différentes. Le mouvement de classe est élément « objectif », nécessaire, produit inévitable des contradictions immanentes au mode de production capitaliste : le parti est agrégation subjective d'avant-garde autour de thèses/principes/ligne politique, élément qui trouve dans le conflit de classe contingent la POSSIBILITE de s'affirmer politiquement, et non pas la « cause première » de sa propre formation. Rétablir cette unité/distinction entre avant-garde et masses est en ce moment politique un point important pour la formation d'un corps de thèses autour desquelles on peut définir un

⁹ Idem

projet politique « de parti ».

Précisément au cours de ces dernières années, les ambiguïtés du subjectivisme/spontanéisme présents également dans le patrimoine théorique de la Lutte Armée pour le Communisme ont été levées. Tous ceux qui avaient interprété le rôle de l'avant-garde combattante comme « point le plus avancé » ou « synthèse » des mouvements de masse, avaient de fait arrimé la « légitimité politique » de la Lutte Armée à la radicalisation progressive du mouvement de masse ; pour beaucoup d'entre eux il est donc devenu « naturel » et logique de déclarer que la Lutte Armée était « délégitimée socialement » dès lors qu'un certain type de mouvement était un reflux ou, comme aujourd'hui, sur des positions non révolutionnaires. Au contraire, comme le soutiennent justement les camarades, la légitimité historique de la Lutte Armée pour le Communisme, de la construction d'un Parti communiste combattant se fonde sur la continuité que celle-ci rétablit avec le parcours révolutionnaire du prolétariat international, avec la théorie/-praxis communiste. La présence ou non de mouvements de masse de grandes ou de petites dimensions, pacifiques ou violents... a certainement une importance énorme pour l'avancée réelle du processus révolutionnaire et pour la tactique d'un parti révolutionnaire mais elle ne constitue pas du tout la « légitimation » ou non des choix subjectifs des communistes de travailler à la révolution. Autrement, il faudrait dire que, lorsque les mouvements refluent, les communistes, les révolutionnaires doivent « se dissoudre ».

Il est clair à ce point que la Lutte Armée pour le Communisme doit perdre toute connotation existentialiste ou justicialiste. FAIRE LA POLITIQUE AVEC LES ARMES signifie l'activité politique qui qualifie le parti révolutionnaire ; l'activité qui se substitue à et nie « l'activité parlementaire » des partis communistes qui ont historiquement abouti au révisionnisme. Il me semble que c'est là l'élément central de la réflexion spécifiquement politique proposée par les camarades dans leur livre. Du reste, après 13 années d'activité politico-militaire, mais surtout après la « campagne du printemps », c'est le niveau de discussion qui s'impose.

Une fois que le révisionnisme fut repéré comme tel; que fut démontrée l'impraticabilité d'une sorte de « théorie insurrectionnaliste » en version révisionniste-attentiste propagée d'abord par les « groupes » puis par « l'autonomie organisée »; qu'enfin se fut révélée perdante et idéaliste un « remake » des modèles guérilleros empruntés aux expériences des pays non industrialisés, il devenait indispensable d'avancer des thèses précises et non équivoques sur le rôle de la Lutte Armée dans le processus révolutionnaire métropolitain et sur le débouché que pouvait avoir la lutte de masse sur le terrain du pouvoir politique. La Lutte Armée comme activité politique anti-gouvernante et anti-impérialiste, façon de représenter les intérêts généraux du prolétariat sur le terrain politique, façon de faire peser « **une opposition révolutionnaire non parlementaire... sur le gouvernement** » est la réponse que les camarades avancent pour ce qui concerne le rôle et le concret de la forme Parti. La différence avec toutes les stratégies des partis révolutionnaires qui ont existé jusqu'ici est évidente même au regard de l'expérience bolchévique qui est souvent citée dans le livre. Concevoir de cette façon le parti et la Lutte Armée met sous un nouveau jour le problème du rapport entre mouvement de classe et parti révolutionnaire. Le parti qui pratique la Lutte Armée est clandestin et combattant ; le mouvement de classe, même dans les moments les plus âpres du conflit, est un mouvement public, « à la lumière du soleil ». Ce fait mine complètement toute tentation de « construire » un mouvement fait à l'image et en ressemblance du parti combattant et qui en reproduise en échelle décroissante les schémas organisationnels, la logique, les instruments.

Au contraire du parti, le mouvement de masse part de ses propres nécessités urgentes, de la conscience acquise dans sa propre pratique. Le problème, pour les communistes révolutionnaires, devient alors d'interagir avec les dynamiques du mouvement de classe de telle façon que le mouvement se rende compte, **DANS SON ENSEMBLE ET PAR SA PROPRE EXPERIENCE**, de la nécessité de la révolution, des « raisons » soutenues par le parti. Devient claire, à ce point, l'inconsistance de toute proposition du rapport parti-masses conçu comme une « matriochka » plus ou moins étendue, comme un jeu de boîtes chinoises... Pour que la « matriochka » puisse être imaginée, il est nécessaire en effet d'être convaincu que le capital ayant désormais atteint son dernier rivage dans le cours de la crise capitaliste dans les métropoles, tous les mouvements et luttes du prolétariat sont naturellement politiques, antagonistes, révolutionnaires. Et si la conscience de masse approche déjà spontanément les positions révolutionnaires, l'objectif de l'avant-garde devient seulement d'expérimenter et de prédisposer les formes organisationnelles et la science militaire dont les masses devront faire usage (« tracer la piste »).

Dans cette optique catastrophique, « l'éducation politique » du prolétariat était bannie et reléguée parmi les débris du « communisme vieux style », substituée à la recherche mystique et immédiate de l'ouvrier ou de la

strate sociale « toujours la plus révolutionnaire ». Tout cela est déclaré hors-jeu par les camarades.

Le mouvement de classe doit par la force des choses faire son expérience pratique, doit soutenir ses conflits et ses batailles ; et dans le cours de celles-ci, une conscience révolutionnaire au niveau de masse PEUT mûrir. Et si cela est vrai, il est alors également exact de dire que la forme concrète dans laquelle les masses peuvent arriver à s'opposer en termes révolutionnaires à l'Etat bourgeois dans les métropoles ne peut être autre qu'une variante actualisée, particulière, originale, inédite de l'insurrection mais également que cette approche n'est pas le fruit de la spontanéité. Croire que le processus d'organisation révolutionnaire de masse puisse être une répétition du processus de construction du parti politique serait aujourd'hui plus que dramatique, tout simplement ridicule et infantile.

Le rôle du parti combattant est tout à l'intérieur de ce processus de transformation comme bataille politique, idéologique, théorique; comme force stratégique qui attaque l'Etat pour conquérir la direction politique du mouvement de classe ; comme force politique armée qui, s'opposant à l'Etat et à l'impérialisme, démontre dans les faits qu'il est une dimension réelle et crédible ; comme sujet conscient de la nécessité et des lois objectives de la transformation révolutionnaire.

Tout ce discours des camarades est naturellement destiné aux avant-gardes révolutionnaires, pas immédiatement au mouvement de classe dans toute son extension. Si l'on pose comme problème urgent et irrenonçable la fondation-construction du parti communiste combattant pour pouvoir penser vaincre en tant que prolétariat italien et européen dans le conflit qui se dessine dans une situation internationale lourde de guerre impérialiste, ON DOIT partir de ce niveau des problèmes et faire les comptes avec les enseignements (positifs et négatifs), l'expérience ; l'existence des BR, comme moment le plus élevé d'expression politique de l'avant-garde révolutionnaire en Italie. En partie avec le livre des 4 camarades, en partie avec les réflexions de tant de militants communistes prisonniers mais surtout avec la reprise de l'initiative combattante des « BR pour la construction du PCC » il existe, pour tout le mouvement révolutionnaire, un point de référence pour le débat sur la stratégie et la tactique révolutionnaire dans les métropoles. Penser à la révolution prolétarienne sans prendre acte de cette réalité, après la faillite de toutes les autres hypothèses politiques (groupes, autonomie, guérilla sociale diffuse) c'est se perdre dans les rêveries. D'ici, nécessairement il faut repartir pour que les expériences pratiques des forces révolutionnaires ne soient pas mentalement perdues ou déformées.

Anito Padano – Palmi, avril 1984